

AOC mardi 29 août 2023

INTERNATIONAL

# Le fascisme et ses mutants

Par Stéfanie Prezioso

HISTORIENNE

**Voilà près d'un an déjà que Giorgia Meloni et son parti, Fratelli d'Italia, se sont installés au pouvoir en Italie où ils sont de plus en plus souvent dépeints sous les traits d'une droite « normale » ou en voie de « normalisation ». L'oubli officiel et diffus de l'histoire du parti est son meilleur allié, et les fantômes du passé peuvent ainsi se projeter sur l'avenir.**

Près d'une année déjà que Giorgia Meloni et son parti se sont installés au pouvoir en Italie. « Aucun bouleversement », « pas de fascisme en vue », « laissons-les travailler » s'écrient certains. Les résultats des élections communales de mai, avec la très nette victoire de la coalition gouvernementale, qui conquiert 10 villes dont Ancône, bastion traditionnel de la gauche italienne, semblent leur donner raison.

Toutefois, la hausse du taux d'abstention, alors que l'Italie pleurait les quinze morts et les dizaines de milliers de personnes déplacées, victimes des inondations qui ont frappé l'Émilie Romagne au début du même mois, raconte une autre histoire, celle de la désespérance d'une population qui s'enfonce dans la précarité et la pauvreté et qui semble vouloir tourner le dos au futur<sup>[1]</sup>.

Mais Matteo Salvini et Giorgia Meloni jubilaient et pointent depuis sur les élections européennes de 2024, alors que partout en Europe l'extrême droite a le vent en poupe ; pensons à la Suède, à la Finlande, au Danemark, à l'Allemagne, à la Grèce ou même à l'Espagne où l'échec de Vox aux élections de juillet ne doit pas cacher le bond en avant du Parti populaire (PP) dans les urnes, un parti de droite extrêmement réactionnaire et historiquement lié à la dictature qui a engrangé pour part les votes de Vox, ce dernier restant la troisième formation du pays<sup>[2]</sup>.

Tels des rouleaux compresseurs, la Première ministre Meloni et le leader de la Lega poursuivent le train de mesures de leur gouvernement. Au menu, des politiques sociales toujours plus régressives, des attaques aux droits des salarié·e·s, des femmes, des personnes migrantes, des personnes LGBTQIA+ et la mise en place d'instruments permettant à ce gouvernement de se maintenir au pouvoir pour longtemps ; Giorgia Meloni mise sur le présidentialisme, Matteo Salvini sur « l'autonomie différentielle » ou comme la nomme certains « la sécession des riches[3] ».

Et les motifs d'inquiétudes ne manquent pas. Ainsi, comment ne pas interroger la nomination à la tête de la Commission antimafia de Chiara Colosimo, aux relations connues avec des membres des Nuclei Armati Rivoluzionari (NAR), organisation terroriste d'extrême droite, responsable entre autres de l'attentat à la gare de Bologne le 2 août 1980 qui a fait 85 morts et plus de 200 blessés ; un attentat dont Giorgia Meloni et les siens nient encore la matrice néofasciste. Cette investiture, en quelque sorte, « institutionalise et ennobli l'histoire du néofascisme en Italie » tout en rendant difficile d'enquêter sur ses liens avec la mafia[4]. Et comment ne pas s'inquiéter de la récente prise en main de la télévision publique (RAI) par Roberto Sergio et Giampaolo Rossi, ce dernier fidèle collaborateur de Giorgia Meloni, islamophobe, antisémite et raciste auquel a été confié le rôle de « protéger “la liberté, la transparence, l'objectivité, l'impartialité, le pluralisme et la loyauté de l'information” » ?

C'est une autre Italie, un pays débarrassé des valeurs qui avaient présidé à sa constitution après la Seconde Guerre mondiale, que la majorité gouvernementale veut modeler. Pour cela, l'oubli officiel et diffus est son meilleur allié. Ainsi en a-t-il été le 25 avril dernier, date anniversaire de l'insurrection générale appelée par le Comité de libération nationale en 1945. Les semaines qui ont précédé cette commémoration ont vu journalistes et analystes s'emparer à nouveau de la question du rapport au fascisme de ce gouvernement, cherchant dans les déclarations publiques, une preuve qu'il l'avait bel et bien « renvoyé aux livres d'histoire », comme ne cesse de le répéter Giorgia Meloni près de trente ans après Gianfranco Fini, maître d'œuvre de la mutation du néofasciste Mouvement social italien (MSI) en Alliance nationale.

L'opposition quant à elle en appelait à une prise de position, voire à une profession de foi, clairement antifasciste de la part des mêmes qui sont pourtant fièrement les héritiers de l'autre histoire. Un appel vain et stérile de ceux que l'antifasciste Vittorio Foa appelait en 1938, des « pleurnicheurs » qui « ne peuvent même pas se demander à quelles réelles exigences répond le travail de leur adversaire. Quelle est leur volonté, leur pensée réelle au-delà de leurs doctrines stéréotypées : comment combattre un ennemi que l'on ne connaît pas[5] ? » Un appel contre-productif qui, s'il était entendu, serait de nature à tuer « l'étincelle de l'espérance » dont parlait Walter Benjamin dans ses thèses sur l'histoire. Ne faut-il pas inlassablement arracher les victimes, tant et tant de femmes et d'hommes, emprisonnés, déportés et tués par le fascisme, à l'indistinction dans laquelle tente de les plonger la « mémoire sélective » et instrumentale actuelle de l'extrême droite[6] ? La destruction du sens et de la valeur de l'engagement antifasciste, de cette lutte pour l'égalité et l'émancipation sociale, n'est-elle pas le corollaire de l'« ex-post-philonoéo-para-fascisme » actuel, quel que soit le préfixe que l'on décide d'apposer au mot, et de son programme identitaire[7] ?

## Les petits-enfants de Mussolini

Les premières craintes passées, traduites à grand renfort d'éditoriaux dans la presse nationale et internationale, le gouvernement de Giorgia Meloni est de plus en plus souvent dépeint sous les traits d'une droite « normale » ou en voie de « normalisation ». Et la stabilité des intentions de vote pour le parti de Meloni (30 %) semble vouloir renforcer cette image, alors que pour un Italien sur deux, le gouvernement Meloni demeure ferme et compact. L'historien libéral Giovanni Orsina va même jusqu'à le décrire comme un « gouvernement du centre » : « [...] Et vous parlez de fascisme ?! [...] : elle tient les comptes en ordre, tente de mettre en œuvre le Plan pour la Reprise et la Résilience de l'Italie (PNRR), préserve la continuité des sociétés participatives, gère les flux migratoires du mieux qu'elle peut. Quelques provocations de temps en temps, sur l'antifascisme ou autre, c'est le strict minimum pour montrer que, oui, l'Italie est bien administrée par la droite[8]. »

Il est vrai que le mot fascisme est devenu une sorte de mot totem brandi sans analyse sérieuse non seulement des phénomènes passés, mais aussi de ce que les relents du passé nous disent de cette droite-là adaptée aux temps nouveaux[9]. Le

débat se laisse hypnotiser par l'usage du mot, comme s'il devait à lui seul nous permettre de sortir du brouillard dans lequel nous sommes plongés.

Le développement de cette nouvelle (?) extrême droite mérite en effet une analyse minutieuse et précise, seule à même de la combattre, en Italie comme ailleurs. C'est à ce travail que de nombreux analystes se sont attelés ces derniers mois et les livres qui commencent à paraître en témoignent éloquemment ; pensons à Antonio Palladino qui vient de publier *Meloni segreta*, à *Mussolini's Grandchildren* de David Broder ou à l'ouvrage *Fratelli di Giorgia* de Salvatore Vassallo et Rinaldo Vignati[10]. Ces essais tentent tous, chacun à leur manière, de définir les contours de cette droite, sa composition, sa provenance, quels liens elle peut ou non revendiquer avec les droites extrêmes, celles qui les ont précédées et celles d'aujourd'hui. Ils insistent sur ce qui rattache Giorgia Meloni et son parti au fascisme de la République de Salò (RSI) et au néofascisme d'après-guerre, mais aussi aux mutations que ces héritages ont subi au cours de ces dernières années, faisant du gouvernement de Meloni à la fois le premier issu de cette expérience et quelque chose d'autre, un « nouvel » animal politique.

La figure d'Ignazio Benito La Russa, actuel président du Sénat, est peut-être celle qui mieux et plus que d'autres incarne la continuité revendiquée avec la RSI et le néofascisme d'après-guerre. Fils d'un membre du Parti national fasciste sicilien, il devient l'un des leaders du MSI. En 1972, le réalisateur Marco Bellocchio ouvre son film *Sbatti il mostro in prima pagina* (traduit en français par *Viol en première page*) avec un meeting du même La Russa à Milan, cheveux longs, l'air un brin illuminé et qui appelait à combattre les « ennemis » de l'Italie, au son de « le communisme ne passera pas ». Cinquante ans plus tard, le 28 décembre 2012, La Russa fonde avec Guido Crosetto, ancien membre de la Démocratie chrétienne passé à Forza Italia, et Giorgia Meloni, issue des rangs des jeunesses du MSI, l'association Fratelli d'Italia, reprenant les premiers mots de l'hymne national italien. Personnage que l'on dépeint volontiers comme un nostalgique caricatural, sa présence à la tête du Sénat donne aux néofascistes la possibilité de prendre leur « revanche sur l'histoire »[11].

D'autant qu'aux côtés de La Russa, au sein de ce même gouvernement, se trouve Isabella Rauti, sous-secrétaire d'État au ministère de la Défense, qui célébrait récemment la naissance du MSI se référant au *Seigneur des anneaux* de Tolkien en

parlant de ces « racines profondes qui ne gèlent jamais ». Elle est la fille de Pino Rauti, adepte de Julius Evola, ex-collaborationniste de la République de Salò, terroriste néofasciste et fondateur de l'organisation Ordre nouveau responsable de l'attentat de la Piazza Fontana à Milan le 12 décembre 1969 qui a fait 17 morts et 88 blessés.

Au gouvernement italien, on trouve également Paola Frassinetti, sous-secrétaire d'État au ministère du Mérite et de la formation, qui, en 2017, rendait hommage à Milan aux morts de la RSI ; ou Daniela Santanché, ministre du Tourisme, qui déclarait « revendiquer avec orgueil être fasciste », si être fasciste signifie « lutter contre l'hégémonie culturelle de la gauche, expulser les clandestins et les immigrants illégaux », sous les applaudissements du public au son de « Duce, Duce »[\[12\]](#).

Et les néofascistes relèvent la tête : pensons à ceux qui le 29 avril dernier ont commémoré à Milan, crâne rasé, bras tendu et hurlant « Présent », à la manière des fascistes des années 1920, la mort de Sergio Ramelli, issu de la jeunesse du MSI tué en 1975 par des militants de l'organisation d'extrême gauche Avanguardia Operaia[\[13\]](#). Cette manifestation a lieu chaque année et trace un lien de continuité entre Ramelli et les fascistes exécutés le 29 avril 1945, membres de la garde rapprochée de Benito Mussolini (dont le corps est exposé, pendu par les pieds à Piazzale Loreto à Milan à la même date). Le rassemblement de quelques nostalgiques (un millier cette année) s'inscrit bien cependant cette fois dans le discours assumé de la droite au gouvernement qui n'a de cesse de désigner l'antifascisme comme le seul véritable ennemi de la République.

Cette criminalisation libère et légitime la violence des jeunes néofascistes, comme à Florence où des étudiants de gauche ont été passés à tabac devant leur lycée en février dernier, et plus récemment à Rome, fort du silence assourdissant du gouvernement. Le ministre de l'Éducation et du Mérite en est même arrivé à menacer la directrice du lycée de Florence qui, dans une lettre à ses étudiants, avait comparé cette violence à celle des escouades fascistes du début des années 1920 : « Il s'agit d'initiatives instrumentales qui expriment une politisation qui, je l'espère, n'a plus sa place dans les écoles ; si l'attitude persiste, nous verrons si des mesures doivent être prises », a-t-il déclaré[\[14\]](#).

Malgré la récente condamnation de treize néofascistes pour avoir violé, en avril 2018, les deux lois (Scelba et Mancino) contre l'apologie du fascisme, les

néofascistes semblent bénéficier d'une certaine impunité, tant et si bien que les attaques se poursuivent, comme le 18 juillet dernier où cinq néofascistes armés de marteaux, de bâtons et d'explosifs ont fait irruption à la fête de Rifondazione comunista à Quinzano (Province de Vérone).

Giorgia Meloni, quant à elle, revendique ouvertement et fièrement l'héritage du MSI, depuis sa fondation, se disant « fille de cette tradition politique », et dédiant sa victoire électorale à « ses morts », indiquant dans Giorgio Almirante, chef de cabinet du ministère de la Culture de la République de Salò et fondateur du MSI, son père spirituel[15]. Une constante pour la leader de Fratelli d'Italia qui fait l'éloge d'un « patriote » pour son « amour inconditionnel de l'Italie, son honnêteté, sa cohérence et son courage »[16]. Elle s'adresse ainsi au « ventre » de son parti, celui de la « flamme », l'âme toujours vivante de Mussolini, au centre du logo de Fratelli d'Italia, aux néofascistes d'hier et d'aujourd'hui sans lesquels ni elle ni son parti n'existeraient dans le champ politique italien et qui comptent sur ce gouvernement pour faire avancer leur agenda politique.

## **Réduire en cendres la mémoire des luttes du passé**

L'héritage (néo)fasciste de Fratelli d'Italia ne fait guère de doute. Son panthéon est peuplé de figures du régime de Mussolini ; pensons à Rodolfo Graziani, Italo Balbo ou Giorgio Almirante, qui sont présentés comme de « bons patriotes », une narration bien connue de ce bord politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le slogan du MSI n'était-il pas « ni renier, ni restaurer » ? Toutefois, souligner ces racines, pourtant revendiquées jusque dans le discours d'investiture de Giorgia Meloni, semble de plus en plus devoir être relégué au mieux à une forme de condamnation morale abstraite, au pire à des vieilleries incantatoires, des slogans anachroniques qui ne devraient plus avoir droit de cité au XXI<sup>e</sup> siècle.

Après tout, Gianfranco Fini n'a-t-il pas parlé il y a vingt ans, lors de son voyage à Jérusalem, de « mal absolu » en se référant au fascisme ? Giorgia Meloni n'a-t-elle pas réitéré à de nombreuses reprises avoir renvoyé le fascisme aux livres d'histoire ? Répétées à l'envie, ces affirmations semblent devoir se suffire à elles-mêmes. Et pourtant ne devrait-on pas y regarder de plus près lorsque celles et ceux qui les profèrent sont liés aux criminels du passé[17] ? Ainsi, que signifie pour cette droite-là définir le fascisme comme le « mal absolu » ? L'usage même de

cette expression ne vise-t-il pas à affranchir définitivement les générations futures d'une analyse sérieuse du phénomène ? Dans cette optique, « renvoyer le fascisme aux livres d'histoire » n'est-il pas alors simplement « une invitation à abandonner une relique insupportable du passé au courant silencieux du grand fleuve du temps »[\[18\]](#) ?

La lettre envoyée par Giorgia Meloni au quotidien *Corriere della Sera* dans le cadre de la commémoration du 25 avril en est une bonne illustration. À cette date, il y a 78 ans de cela, le Comité de libération nationale lançait une insurrection générale dans les villes du Nord de la Péninsule encore occupées. Depuis 1946, le 25 avril fait partie du calendrier civique de la République italienne « née de la Résistance » et depuis lors, cette date peine à s'imposer comme une journée d'« union nationale », tant et si bien qu'en 1948 déjà, après les élections du 18 avril et la victoire de la Démocratie chrétienne, la commémoration de la libération est interdite. Le démocrate-chrétien Alcide de Gasperi, futur premier Président du conseil de la République, ne soutenait-il pas en 1944 déjà que l'antifascisme devait demeurer un « phénomène politique contingent qui, à partir d'un certain moment, pour le bien et le progrès de la nation [devait] être dépassé par de nouvelles solidarités politiques, plus inhérentes aux courants essentiels et constants de [la] vie politique italienne »[\[19\]](#) ?

La fin de l'« unité antifasciste » du temps de la résistance, marquée par l'exclusion de la gauche italienne du pouvoir en mai 1947, inaugure une guerre du silence. L'absence de relais officiels nécessaires au maintien de la mémoire de l'antifascisme et de la Résistance au niveau national (programmes scolaires, édifices publics, etc.) y participe fortement. Il n'y a pas eu, par exemple, de politique nationale de rebaptisation des rues à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ni de [Musée national de la Résistance](#), dont la construction est envisagée aujourd'hui, 80 ans après le début de la guerre de résistance.

Au début des années 1950, des projets de loi liberticides visant expressément la gauche sont proposées au Parlement. Signe du passage définitif de l'unité antifasciste au pouvoir démocrate-chrétien, les anciens partisans sont condamnés, poursuivis et renvoyés de la police italienne. Au même moment, les anciens membres des corps d'armée de la République de Salò trouvent une large place dans ces sphères policières, tandis qu'un terme est mis à l'épuration des milieux

dirigeants fascistes, avec la loi d'amnistie générale décrétée en juin 1946 par le leader communiste Palmiro Togliatti.

Cette année cependant, cet anniversaire revêtait une importance toute particulière alors que se sont installés au gouvernement ce que l'historien David Broder appelle dans un petit livre efficace, les « petits-enfants de Mussolini », retraçant l'histoire du Mouvement social italien et de ses transformations au cours de ces dernières 77 années, mais aussi de la banalisation du phénomène qui l'a accompagné. En effet, pour la première fois depuis la naissance de la République italienne le 2 juin 1946, c'est une Première ministre ouvertement anti-fasciste qui devait célébrer la libération. Non que d'autres avant elle ne se soient distancés de cette date, ou qu'ils n'aient refusé d'y participer ; on se souvient des nombreuses déclarations en la matière de Silvio Berlusconi. Mais cette fois, il s'agissait de quelqu'un qui porte l'héritage de l'autre histoire, celle, pour le dire avec Giorgio Almirante, de ceux qui sont « étrangers à la démocratie de l'Italie d'après-guerre », en bref des « fascistes en démocratie » avec toute l'ambiguïté que cela suppose[20].

Ce qui frappe dans la prise de position de Giorgia Meloni, ce sont avant tout les « oublis » : rien sur la violence fasciste, sur la répression qui a fait des centaines de milliers de morts et de prisonniers, sur les guerres coloniales, les massacres en Éthiopie et les politiques génocidaires en Lybie, sur la proclamation des lois raciales et racistes de 1938, rien sur l'entrée en guerre, sur les violences de masse du fascisme italien dans les territoires occupés notamment dans l'alors Yougoslavie qui font plus de 250 000 morts en 29 mois, rien non plus sur les déportations, sur la République de Salò, sur les tortures et les dizaines de milliers de morts dans la lutte de Résistance et la suite ininterrompue de massacres de masse perpétrés par les nazis et les fascistes et plus généralement pas un mot sur l'antifascisme, pas même la mention du terme[21].

Ce que Giorgia Meloni retient en revanche c'est la fin du Ventennio fasciste (sans l'adjectiver), de la Seconde guerre mondiale, de l'occupation nazie, les bombardements et les persécutions antisémites, ces dernières au cœur d'un dispositif narratif qui ignore d'autant plus les bourreaux fascistes qu'il sert de « faire-valoir » à l'extrême droite comme l'a rappelé récemment Philippe Mesnard pour le RN. Le ministre de la culture, Gennaro Sangiuliano, ancien membre du MSI a ainsi annoncé la construction d'un musée de la Shoah, insistant sur le



« devoir de mémoire », un concept vidé du sens que lui avait attribué l'écrivain et ancien déporté, Primo Levi. La monumentalisation de la mémoire d'Auschwitz, son aseptisation, son institutionnalisation concourent paradoxalement à l'oubli sur lequel les héritiers assumés de l'antisémite Almirante, rédacteur du journal *La Difesa della razza*, construisent leur légitimité démocratique ; un oubli qui se traduit concrètement par le fait qu'aujourd'hui 15,6 % de la population italienne ne croit pas au génocide, soit environ six fois plus qu'il y a vingt ans[22].

Les petits enfants de Mussolini s'appuient sur la « pacification/parification » entre les camps en présence revendiquée depuis les années 1950 par le MSI et qui s'est diffusée d'autant plus largement dans l'opinion publique italienne qu'elle a été faite sienne y compris par le Parti démocrate et ses soutiens au cours des trente dernières années d'offensive révisionniste de la droite plurielle en quête d'hégémonie. En témoigne la récente inauguration d'un musée consacré à la République de Salò, dont l'exposition a été supervisée par l'historien Giuseppe Parlato, président de la fondation Ugo Spirito et Renzo De Felice ; le même qui proclamait dernièrement au congrès du think tank d'extrême droite Nazione Futura la nécessité de créer des historiens afin que la droite « qui a perdu une fois la guerre, ne perde pas également la paix[23] ». Une lecture de l'histoire qui repose sur l'assimilation et l'analogie pour mieux accuser et condamner l'antifascisme et les expériences résistantes « rouges » qui n'auraient visé, selon les dires du président du Sénat, ni la liberté ni la démocratie.

Ainsi en est-il de l'insistance de Giorgia Meloni dans sa lettre du 25 avril sur les « exécutions sommaires » dans l'Italie de l'immédiat après-libération qui ont fait environ 10 000 morts et sur les *foibe*, c'est-à-dire les victimes de la vague de violence qui a suivi l'armistice dans l'ex-Yougoslavie, du nom des gouffres où de nombreux corps ont été enterrés. En 2004, le gouvernement Berlusconi décide d'instituer la « Journée du Souvenir » tous les 10 février en leur honneur. Depuis près de deux décennies, cette « journée du souvenir » a servi de prétexte à la droite et à l'extrême droite pour présenter un génocide parallèle, celui des Italiens, prétendument ignoré par les historiens à l'époque de la guerre froide. Les historiens révisionnistes et les idéologues de droite parlent des 4 500 morts et des 250 000 réfugiés comme des victimes de la « sauvage violence communiste ». Chaque fois que l'on évoque les crimes fascistes, ils ne manquent pas de mentionner ce

génocide oublié, comme pour contrebalancer le bilan des meurtres de masse commis par le régime de Mussolini[24].

Ce renversement ironique de l'histoire est d'autant plus insupportable que les victimes du fascisme sont prises en otage d'un usage politique qui leur échappe, les condamnant à mort une seconde fois. En atteste la commémoration à Rome du 79<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Fosses ardéatines. Le 24 mars 1944, 335 otages, ont été fusillés suite à l'attentat partisan de via Rasella à Rome, « parce qu'Italiens » a écrit à ce propos Giorgia Meloni. La Première ministre a omis sciemment que ces « Italiens » n'étaient pas tous Italiens, qu'ils étaient avant tout aux yeux de leurs bourreaux des antifascistes, des opposants politiques, des résistants, des juifs, et qu'italiens étaient également ceux qui avaient participé au massacre et contribué à la liste des « Toteskandidaten ». Des antifascistes qui ont payé de leur vie leur engagement, des hommes et des femmes qui n'étaient pas, comme le dit Giorgia Meloni, des « victimes innocentes » : « Ceux qui ont été tués aux Fosses ardéatines étaient certainement coupables, écrit à ce propos l'historien Giovanni de Luna, du point de vue de ceux qui les ont tués. Et leur culpabilité avait été précisément de choisir leur camp. Les qualifier d'innocents, c'est nier toute conscience et toute dignité à ce choix : s'ils sont morts, ce n'est pas pour crier leur innocence, mais pour jeter leur culpabilité à la face de leurs bourreaux[25] ».

Quelques jours plus tard, le président du Sénat, Ignazio La Russa, de son côté, proposait à nouveau la narration éculée de la prétendue relation de cause à effet entre les actes des résistants et le massacre des Fosses ardéatines parlant de Via Rasella comme d'une page peu glorieuse de la Résistance qui s'en serait prise à « une bande musicale de semi-retraités et non à des nazis de la SS », et aurait agi en « connaissant parfaitement le danger de représailles sur les citoyens romains, antifascistes et non » ; une vision qui veut que la résistance ait été inutile à la libération du pays et que les partisans aient amené la guerre civile dans le pays en étant finalement responsable des massacres qui ont touché la population civile.

L'appel à la concorde nationale de Giorgia Meloni le 25 avril dernier s'est accompagné d'une relecture du rôle de la droite néofasciste dans l'après-guerre. Le Premier ministre allant jusqu'à soutenir que le MSI avait « conduit des millions d'Italiens de droite du fascisme à la démocratie[26] » ; une allusion claire aux déclarations d'Ignazio La Russa qui, quelques années plus tôt, avait salué la

capacité de Giorgio Almirante de mener « ces enfants indésirables “d’une autre union” » vers la démocratie[27].

À côté de la multiplication de nouvelles dates que la majorité gouvernementale voudrait célébrer (et les propositions ne manquent pas, comme dédier le 25 mars à la vie naissante ou le 15 juin aux « fils d’Italie »), il y a la réappropriation, la transformation, le bouleversement du sens du calendrier civique. Ainsi Chiara Colosimo entre en fonction le jour-même de la commémoration de la mort du juge Giovanni Falcone, de son épouse Francesca Morvillo et des trois membres de son escorte, Antonio Montinaro, Vito Schifani et Rocco Dicillo, alors que des manifestations en leur honneur, notamment celle de la Confédération générale du travail et d’associations étudiantes sont empêchés pour ne pas « déranger les célébrations officielles ».

Et c’est le 1<sup>er</sup> mai que Giorgia Meloni choisit pour porter un coup décisif aux classes populaires, en annonçant, dans une courte vidéo de trois minutes, les principales mesures du Décret travail : déréglementation des contrats à durée déterminée ; extension des *vouchers* (sorte de chèques emploi) dans le tourisme et l’agriculture, là où le travail au noir et sous-payé est endémique et s’apparente à un esclavage moderne ; réduction des cotisations de sécurité sociale des salarié·e·s, sorte de subvention indirecte aux employeurs qui se voient dispenser d’octroyer des augmentations salariales alors que l’inflation atteignait au même moment 8 % ; enfin annulation du revenu de citoyenneté pour les « employables », soit les personnes qui selon le gouvernement devraient pouvoir trouver un emploi, on ne sait pas trop comment ; quant aux autres, « non-employables » (pauvres avec enfants mineurs, en situation de handicap ou âgés de plus de 60 ans), le revenu de citoyenneté se transforme en allocations d’insertion. Le 28 juillet, 169 000 familles ont été averties par texto de l’abrogation du revenu de citoyenneté. Les deux tiers de ses bénéficiaires se trouvent dans les régions pauvres du Sud de la Péninsule, ceux-ci devront être pris en charge par les services sociaux de leur commune de résidence, mais les ressources manquent. Depuis l’annonce de ces coupes, la colère mêlée de désespoir n’a cessé de monter et de s’exprimer auprès des Instituts de prévoyance sociale. Un homme de 60 ans a menacé de s’immoler. Et le gouvernement poursuit inlassablement sa guerre aux pauvres.

## **Une croisade contre l’égalité**

« Le don d’attiser dans le passé l’étincelle de l’espérance n’échoit qu’à l’historiographe parfaitement convaincu que, devant l’ennemi, s’il vainc, même les morts ne seront point en sécurité », écrivait le philosophe allemand Walter Benjamin. Et il poursuivait : « Et cet ennemi n’a pas cessé de vaincre ». Dans l’Italie d’aujourd’hui, c’est sur l’oubli que cet ennemi s’appuie, un oubli pétri de fausses rumeurs, de on-dit, de *fake* sur le passé mais aussi et plus profondément sur la mort du principe espérance. Le paradigme victimaire joue un rôle fondamental dans cette narration, favorisant ce que Zygmunt Bauman appelait la « production sociale de l’indifférence morale[28] ».

La banalisation du discours diffusé par les « petits enfants de Mussolini » est favorisée par leur normalisation dans l’espace public et l’« accoutumance idéologique à leurs passions mortifère[29] ».

Ainsi en est-il par exemple de ceux qui, à l’instar du journaliste de la *Repubblica*, Corrado Augias, misent sur la transformation de Fratelli d’Italia en « un parti conservateur sur le modèle européen, libéral, culturellement avancé [*sic*], tout en maintenant certaines valeurs au fondement de l’idée de nation[30] », passant par pertes et profits le programme de ce parti mais aussi les politiques concrètes menées par le gouvernement italien. Il est frappant de constater que l’article de Corrado Augias paraît à peine quelques mois après le discours de Giorgia Meloni à un meeting électoral du parti de Santiago Abascal, dont elle ne cesse de souligner l’identité de vue avec Fratelli d’Italia : « Toute notre identité est attaquée », avait-elle soutenu, s’en prenant à l’ « idéologie écologiste de Greta Thunberg » et au « fondamentalisme climatique », mais aussi à ce qu’elle appelait l’ « idéologie du genre » dont l’objectif serait selon elle « la disparition de la femme et avant tout la fin de la maternité ». « Défendre la femme avait-elle poursuivi, signifie aussi ne pas se taire face à l’insécurité et à la croissante violence ethnique ».

Elle avait également attaqué la gauche « bienpensante » qui selon elle vise à « détruire l’identité, la centralité de la personne, les conquêtes de notre civilisation ». Et dans un crescendo de violence, elle avait égrené son credo politique : « Oui à la famille naturelle, non aux lobby LGBT ; oui à l’identité sexuelle, non à l’idéologie du genre ; oui à la culture de la vie, non à l’abysse de la mort ; oui à l’universalité de la Croix, non à la violence islamiste ; oui à des frontières sûres, non à l’immigration de masse ; oui au travail de nos gens, non à la

grande finance internationale ; oui à la souveraineté des peuples, non aux bureaucrates de Bruxelles ; oui à notre civilisation, non à ceux qui veulent la détruire[31] ».

C'est une véritable croisade pour l'inégalité que Giorgia Meloni et les siens mènent ; une guerre contre les opprimés, contre les conditions de vie et de travail des salarié·e·s (décret travail ; refus du salaire minimum défini par Antonio Tajani, le ministre des Affaires étrangères et nouveau leader de Forza Italia, comme inutile parce que l'Italie « ce n'est pas l'URSS »), contre le droit de manifester (décret antirave), contre le droit de grève (réquisition dans les transports), contre les femmes (les parlementaires européens de la Lega, de Fratelli d'Italia et une partie de ceux de Forza Italia ont refusé de ratifier la convention d'Istanbul), contre les personnes LGBTIQ (dernier acte en date, le refus de transcrire la filiation d'un enfant né à l'étranger de parents de même sexe), contre les personnes migrantes (citons entre autre la promulgation de « l'état d'urgence migratoire » qui vise essentiellement à donner l'idée à l'ensemble de la population que la migration est un cataclysme, extérieur à la nation, ennemie de son bien-être, contre lequel il faut lutter ; sans parler de l'obligation faite aux bateaux qui secourent les migrants de débarquer dans des ports lointains).

Cette croisade s'accompagne d'une guerre idéologique qui criminalise l'anti-nation, soit les marxistes, les mouvements pour le climat (définis écoterroristes), les féministes, les mouvements de défense LGBTIQ, les ONG, les organisations antiracistes, antifascistes ou plus généralement progressistes. Elle définit ce faisant aussi les contours d'une identité nationale qui serait fondée selon sa narration, sur l'« évidence de l'existence d'une ethnie italienne », pour reprendre [les termes utilisés par le ministre de l'Agriculture](#) Francesco Lollobrigida.

Pour affirmer son hégémonie culturelle et politique, cette extrême droite entend « [créer et raconter l'imaginaire italien](#)[32] ». Elle s'appuie sur la RAI confiée récemment à Giampaolo Rossi, adepte de la théorie du « grand remplacement » alors que selon un récent sondage près de 40 % de la population italienne serait aujourd'hui convaincue du danger « réel de la substitution ethnique »[33]. Mais aussi sur le contrôle de la création artistique notamment cinématographique ; depuis la fin du mois de juillet, le Centre de cinématographie se trouve sous le contrôle direct de l'exécutif[34]. Elle bénéficie aussi de ses propres réseaux

politico-culturels. Ainsi en a-t-il été [le 6 avril dernier](#) lors de la journée organisée par Nazione Futura, intitulée « Penser l’imaginaire italien. États généraux de la culture nationale ». Régler les comptes avec le passé, pour reconfigurer le futur. Oublier le sens de l’histoire pour ancrer les Italiens dans une identité immobile, éternelle, faite de saints patrons, de fêtes de village et de traditions culinaires que le ministre Lollobrigida ambitionne de voir devenir patrimoine culturel immatériel de l’humanité[\[35\]](#) ; une identité qui serait mise en péril par l’étranger, soit toutes celles et ceux définis comme extérieurs à la communauté nationale, voilà le cœur de la large révision culturelle à laquelle le gouvernement Meloni s’emploie avec diligence, travaillant un terrain déjà largement labouré par trente ans de berlusconisme.

Si la généalogie fasciste évidente de cette droite-là ne peut être ignorée, elle ne doit pas pour autant cacher les éléments de nouveauté qu’elle recèle[\[36\]](#). David Broder, dans son récent ouvrage, mentionne pour illustrer cette transformation le renvoi à la flamme dans les mémoires de Giorgia Meloni: « If this is to end in fire / Then we should all burn together / Watch the flames climb high into the night ». Elle ne se réfère ni à Julius Evola, ni à Mussolini mais à une chanson de Ed Sheeran tirée du film *Hobbit*, basé sur le roman de Tolkien, auteur pour lequel la leader de Fratelli d’Italia nourrit une véritable obsession[\[37\]](#). Un héritage *rebranded* en quelque sorte, mélange d’ancien et de nouveau, mieux adapté à notre ère post-démocratique, caractérisée par les faibles marges d’initiatives laissées à une population qui se sent de plus en plus incapable de changer le cours des choses par l’action collective. Une population sidérée et mithridatisée par les modes de pensées et le vocabulaire de l’extrême droite qui a contaminé l’espace public italien depuis plus de trente ans maintenant ; une population qui n’en peut plus de la rhétorique de la peur usée jusqu’à la lie par le Parti démocrate et ses alliés, les mêmes qui au cours de ces dernières décennies ont incarné le « réalisme capitaliste » dont parlait Mark Fisher, ce réalisme qui présente le capitalisme néolibéral comme la seule option possible et ses politiques concrètes avec leurs lots de privatisations, de coupes dans les dépenses publiques, de misère, de chômage, de destruction de la protection sociale et de dégradation des conditions de vie et de travail[\[38\]](#).

L’Italie semble à nouveau constituer le laboratoire du pire. Ni l’indignation, ni la honte, cette formidable force révolutionnaire décrite par Karl Marx, ne semble

pouvoir lui faire barrage. En l'absence d'un horizon d'attente, là où le champ d'expérience (la mémoire des luttes des opprimés) semble avoir été réduit en cendres, les fantômes du passé se projettent sur l'avenir[39].

## Stéfanie Prezioso

### Notes

[1] Adriano Prosperi, *Un tempo senza storia. La distruzione del passato*, 2021, p. 11, p. 19.

[2] Jason Horowitz, « Far Right Parties are rising to Power Around Europe. Is Spain next? », *The New York Times*, 9 juillet 2023.

[3] Alfonso Gianni, « La secessione dei ricchi », *Il Manifesto*, 5 janvier 2023.

[4] Giancarlo Minaldi, « 23 maggio 2023 : una data spartiacque », *MicroMega*, 26 mai 2023.

[5] Lettre de Vittorio Foa, 10 juin 1938, in id., *Lettere della giovinezza. Dal carcere 1935-1943*, Turin, Einaudi, 1998, p. 422.

[6] Philippe Mesnard, « [La mémoire sélective de l'extrême droite](#) », AOC, 2 mai 2023.

[7] Paolo Flores d'Arcais, « Nemici dell'antifascismo, nemici della Repubblica, nemici dell'Italia », *MicroMega*, 24 avril 2023.

[8] Giovanni Orsina, « L'éternelle trappola dell'identità », *La Stampa*, 24 avril 2023.

[9] Natascha Strobl, *Radikalisierte Konservatismus. Eine Analyse*, Berlin, Suhrkamp Verlag, 2021.

[10] Andrea Palladino, *Meloni segreta. Origini, ascesa e trionfo di una lady di ferro vestita di nero*, Florence, Ponte alle Grazie, 2023 ; David Broder, *Mussolini's Grandchildren. Fascism in Contemporary Italy*, Londres, Pluto Press, 2023 ; Salvatore Vassallo, Rinaldo Vignati *Fratelli di Giorgia. Il partito della destra nazional-conservatrice*, Bologne, Il Mulino, 2023.

[11] Paolo Berizzi, « Sede di Fratelli d'Italia nel Pavese intestata ad Italo Balbo », *Repubblica*, 22 novembre 2022.

[12] David Broder, *Mussolini's Grandchildren*, p. 278.

[13] « [Saluti romani e camerati. L'estrema destra ricorda Sergio Ramelli](#) », 29 avril 2023.

[14] « Valditarà : "impropria" la lettera della preside di Firenze sul fascismo. Insorge l'opposizione », *Ansa.it*, 24 février 2023.

[15] Giorgia Meloni, *Io sono Giorgia. Le mie radici, le mie idee*, Milan, Rizzoli, 2021, p. 92.

[16] Cité par Mark Thomas, « [¿El regreso del fascismo a Italia? El significado de los Fratelli d'Italia](#) », alai.info, 4 mai.

[17] Patrick Mesnard, « La mémoire sélective », *art. cit.*

[18] Adriano Prosperi, *Un tempo senza storia*, p. 32.

[19] Alcide de Gasperi, *I cattolici dall'opposizione al governo*, Bari, 1955, p. 504.

[20] Intervention de Giorgio Almirante au Congrès du MSI de 1956, cité in David Broder, *Mussolini's Grandchildren*, p. 34.

[21] Voir [ce lien](#).

[22] Adriano Prosperi, *Un tempo senza storia*, p. 11.

[23] « [Pensare l'immaginario italiano. Stati generali della cultura nazionale](#) », Nazione Futura, 6 avril 2023 ; sur le musée voir Enrico Mirani, « Dalla caduta del regime alla fine di Mussolini : il MuSa di Salò racconta la Repubblica sociale », *Giornale di Brescia*, 1 juillet 2023.

[24] Eric Gobetti, *E allora le foibe?*, Bari, Laterza, 2021.

[25] Giovanni de Luna, « Tra i carnefici delle Fosse Ardeatine anche Italiani. Il passato non si può cancellare », *La Stampa*, 25 mars 2023. Sur les Fosse Ardeatine, voir l'incontournable Alessandro Portelli, *L'ordine è già stato eseguito. Roma, le Fosse Ardeatine, la memoria*, Rome, Donzelli, 1999 (Trad. anglaise, *The Order has been carried out. History, Memory and Meaning of a Nazi Massacre in Rome*, Londres, Palgrave 2007).

[26] Giorgia Meloni, *Corriere della Sera*, 25 avril 2023.

[27] David Broder, *Mussolini's Grandchildren*, p. 252 ; ainsi que « Io ti odio », *Piazza Pulita*, La7, 9 novembre 2017.

[28] *Modernité et Holocauste*, Paris, La Fabrique, 2002, p. 47.

[29] Edwy Plenel, *L'appel à la vigilance face à l'extrême droite*, Paris, La Découverte, 2023, p. 11.

[30] Corrado Augias, « I nuovi conservatori », *Repubblica*, 27 octobre 2022.

[31] Pour la totalité de son intervention à Marbella, le 14 juin 2022, voir [cette vidéo](#).

[32] Leonardo Bianchi, « Il governo Meloni verrebbe mettere a capo della RAI un filoputiniano ossessionato da Soros e dalle teorie del complotto », *Valigia Blu*, 6 mai 2023.

[33] [55° rapport Censis](#).

[34] « Le mani sul cinema, la conquista del Centro », *Il Manifesto*, 5 août 2023.

[35] Indra Galbo, « Andrea Zanin nominato ambasciatore per la candidature delle cucine italiane a Patrimonio culturale immateriale dell'Umanità », *Gambero Rosso*, 2 août 2023.



[36] David Broder, *Mussolini's grandchildren*, p. 57.

[37] Jason Horowitz, « Hobbits and the Hard Right. How “Lord of the Ring” inspires Italy’s Giorgia Meloni », *The New York Times*, 21 septembre 2022.

[38] Mark Fisher, « How to Kill a Zombie: Strategizing the End of Neoliberalism », Opendemocracy.net, 18 juillet 2013.

[39] Simon Levis Sullam, *I fantasmi del fascismo. La metamorfosi degli intellettuali italiani nel dopoguerra*, Milan, Feltrinelli, 2021.